

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher  
ZA n°2 des Ailes  
25-26 rue des Ailes  
37210 Parçay-meslay

Parçay-meslay, le 15/01/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 04/04/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **PAPETERIES PALM**

AV DE MONSEIGNEUR ROMERO  
37160 Descartes

Références : 2025 / 44-VAT20250025  
Code AIOT : 0010000663

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/04/2024 dans l'établissement PAPETERIES PALM implanté AV DE MONSEIGNEUR ROMERO 37160 Descartes. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée suite à l'épisode de crue de la Creuse ayant eu lieu les 30 et 31 mars 2024 ayant impacté l'établissement PAPETERIES PALM.

Des échanges par téléphone entre l'exploitant et l'unité départementale de la DREAL ont eu lieu dès le 30/03/2024.

Les éléments transmis par l'exploitant par mail du 02/04/2024, montrant notamment la chronologie des événements, sont présentés ci-dessous :

- samedi 30/03 vers 22h, des rondes avaient été mises en place et des équipements en stock avaient été rehaussés.
- vers 6h le 31/03 l'eau a commencé à pénétrer via le bâtiment situé au-dessus de La Creuse, malgré

le batardeau mis en place.

- en l'espace d'une heure, le niveau est monté de 50cm dans les sous-sols de l'usine pour culminer à environ 90cm vers 12h30.

- le 31/03 à 7h30 la machine à papier a été arrêtée.

- le 31/03 à 12h30 le pic de hauteur d'eau de La Creuse a été atteint.

- dimanche 31/03 après-midi, la société PROTEC est venue sur site suite à l'appel de l'exploitant pour planifier les moyens de pompage nécessaires.

- dès lundi 1er avril matin, avant la décrue, la société PROTEC a pompé les résidus qui s'étaient accumulés en surface dans le point bas du bâtiment machine.

A noter que ces eaux pompées ont été stockées dans le bassin *[fosse de stockage eau traitée]* de l'ancienne station d'épuration derrière l'ancienne chaufferie.

La station d'épuration n'a pas été impactée. Elle a continué à tourner en circuit fermé entre le 31/03 et le 1er avril.

En effet, une fois les résidus surfaciques pompés, l'envoi de l'eau vers la station d'épuration a été redémarré le 1er avril à 17h30 afin d'évacuer l'eau accumulée dans l'usine.

Les opérations de nettoyage des sols étaient toujours en cours au 02/04.

Par ailleurs, aucun dommage sur les stockages de produits ou déchets dangereux n'est à déplorer.

Le redémarrage de l'activité n'est envisagé qu'au alentour du 08/04.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PAPETERIES PALM
- AV DE MONSEIGNEUR ROMERO 37160 Descartes
- Code AIOT : 0010000663
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société PAPETERIES PALM sur la commune de Descartes exploite une unité de fabrication de papier.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Action régionale 2024
- Déchets
- NATECH

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les

informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Inondation	Arrêté Préfectoral du 17/05/2005, article 3.5.2.9	Demande d'action corrective	60 jours
2	Élimination des produits et des déchets récupérés en cas d'accident	Arrêté Préfectoral du 17/05/2005, article 3.1.8.1.1	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
3	VLE Eaux industrielles	Arrêté Préfectoral du 17/05/2005, article 3.1.6.3	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
4	Transmission	Code de l'environnement du	Demande de justificatif à	60 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	du rapport d'accident/incident	04/04/2024, article 3.1.6.3	l'exploitant	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Inondation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/05/2005, article 3.5.2.9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Inondation
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[1] L'altitude des équipements importants pour la sécurité est supérieure à la cote de la crue centennale.</p> <p>[2] L'exploitant procède à l'ancrage au sol des réservoirs ainsi qu'à la mise hors d'eau de leurs orifices supérieurs. Les réservoirs sont disposés de telle sorte qu'ils ne soient pas à l'origine d'une pollution des eaux en cas de crue.</p> <p>[3] L'exploitant prend toute disposition pour pouvoir en cas de montée des eaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• évacuer ou mettre hors d'atteinte les produits qui pourrait avoir un impact sur l'environnement,</li> <li>• arrêter et mettre en sécurité ses installations.</li> </ul> <p>[4] Une procédure explicitant les procédures d'alerte, de mise en sécurité et d'évacuation est rédigée en conséquence et communiquée au personnel concerné. Cette procédure est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site d'exploitation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>[1] L'exploitant a indiqué qu'il n'y a pas d'équipements importants pour la sécurité ayant une altitude en dessous de la cote de la crue centennale. L'exploitant doit justifier cette déclaration.</p> <p>[2] Deux réservoirs de 20 m<sup>3</sup> contenant des produits de traitement des eaux sont situés dans les sous-sols qui ont été inondés. L'un d'entre eux contient le produit DILURIT CAT dont l'étiquette d'identification fait notamment apparaître le pictogramme « Dangers pour le milieu aquatique ». Ces réservoirs, dont la base est située sous le niveau de la crue centennale, sont ancrés et leurs orifices supérieurs sont situés bien au-dessus de la cote de la crue bi-centennale. Ce point n'appelle pas d'autres commentaires.</p>

[3] Environ une vingtaine de GRV et des bidons contenant des produits dangereux sont présents dans les sous-sols inondés : les étiquettes d'identification qui ont pu être observées (examen non exhaustif) font apparaître pour certains des GRV uniquement le pictogramme « Corrosif ». Les documents FERP et PUI précités mentionnent notamment les mesures à prendre par rapport au déplacement des produits dangereux en dehors des zones susceptibles d'être inondées. Toutefois, les éléments permettant d'identifier les produits dangereux à déplacer et les zones de stockage possibles, en dehors des zones qui seraient impactées par une inondation, n'ont pas pu être consultés (annexes 10.4 et 10.5 non jointes au FERP transmis).

Les opérations de mise en sécurité des installations sont évoquées dans les documents FERP et PUI, néanmoins ces opérations nécessitent d'être complétées, mises à jour et mises en cohérence, voir point [4] ci-dessous.

[4] Le plan de réponse d'urgence en cas d'inondation (FERP) et la procédure d'urgence inondation (PUI) contiennent des informations qui ne sont pas en cohérence, par exemple :

- le niveau d'eau déclenchant les mesures préventives : « 6,25 mètres au pont Henry IV de Descartes » dans le FERP et niveau d'eau supérieur à un point représentatif au niveau du local pompage dans la PUI ;
- les mesures préventives qui y sont décrites.

Par ailleurs, le PUI mentionne la machine à papier n°4, MAP4, alors qu'elle a été rebaptisée MAP8.

Remarques :

Le FERP mis à jour en avril 2024 prévoit notamment :

- des listes de contacts mais celles-ci ne sont pas renseignées ;
- que « le plan d'inondation doit faire l'objet d'exercices pour renforcer la compétence du personnel et s'assurer que les actions sont réalistes étant donné le moment et les ressources sur site qui seront disponibles » : la fréquence envisagée pour la réalisation de ces exercices pourrait utilement être précisée.

Suite au retour d'expérience tiré de l'inondation subie en mars 2024, le document décrivant les procédures d'alerte, de mise en sécurité et d'évacuation peut utilement être complété et mis à jour.

**Conclusion :**

**L'exploitant doit transmettre les éléments justifiant qu'il n'y a pas d'éléments importants pour la sécurité ayant une altitude en dessous de la cote de la crue centennale.**

**L'exploitant doit transmettre les éléments permettant d'identifier les produits dangereux à déplacer et les zones de stockage possibles, en dehors des zones qui seraient impactées par une inondation.**

**Le plan de réponse d'urgence en cas d'inondation (FERP) et la procédure d'urgence inondation (PUI) doivent être mis en cohérence, mis à jour et complétés.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours

**N° 2 : Élimination des produits et des déchets récupérés en cas d'accident**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/05/2005, article 3.1.8.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Gestion des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] <p>L'élimination des produits et des déchets récupérés en cas d'accident suit prioritairement la filière déchets la plus appropriée. En tout état de cause, leur éventuelle évacuation vers le milieu naturel s'exécute dans des conditions conformes au présent arrêté.</p>
<b>Constats :</b>  Suite à l'épisode de crue de la Creuse ayant eu lieu les 30 et 31 mars 2024, les eaux contenues dans les sous-sols ont été pompées et transférées : <ul style="list-style-type: none"> <li>- dans 5 GRV pour la phase surnageante contenant notamment des hydrocarbures ;</li> <li>- dans la « fosse de stockage eau traitée » de l'ancienne station d'épuration des eaux, d'une capacité de 140 m<sup>3</sup>, pour le reste des liquides/boues pompés. Le niveau de liquide constaté est situé à environ 30 cm en dessous du niveau de débordement.</li> </ul> L'exploitant a indiqué que, suite à leur caractérisation, l'ensemble des liquides/boues sera évacué en tant que déchets dans les filières de traitement adaptées. <p><b>L'exploitant doit transmettre les éléments permettant de justifier que les déchets générés suite à l'épisode de crue ayant eu lieu les 30 et 31 mars 2024 ont été évacués et traités dans une installation autorisée.</b></p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours

**N° 3 : VLE Eaux industrielles**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/05/2005, article 3.1.6.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention de la pollution des eaux de surface
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'ensemble des rejets du site doit respecter les valeurs limites et caractéristiques suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>- température inférieure à 35°C,</li> <li>- pH compris entre 5,5 et 8,5,</li> <li>- couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de</li> </ul>

la zone de mélange inférieure à 100 mg Pt/l,

- absence de matières flottantes,
- ne pas dégrader les réseaux d'égouts,
- ne pas dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts ainsi que dans le milieu récepteur éventuellement par mélange avec d'autres effluents.

De plus, les valeurs limites fixées dans les tableaux suivants s'appliquent au rejet des effluents spécifiques indiqués :

[Tableau 1 - Eaux Industrielles]

Paramètre	F l u x spécifique (kg/tonne de p a p i e r produit (*))	Concentratio n maximale (en mg/l)	Flux maximal jour (en kg/j)	Flux maximal mois (en kg/mois)	Flux maximal annuel (en kg/an)
Matières en suspension t o t a l e s ( M E S T )	0,4	105	420	10000	92000
Demande biologique en oxygène (DBO <sub>5</sub> )	0,7	105	420	17450	161000
Demande chimique en o x y g è n e ( D C O )	1,4	560	2250	34900	322000
Azote total (en N)	0,09	30	110	2250	20700
Phosphore total ( en P)	0,008	3	13	200	1840
Hydrocarbur es totaux (HCT)	-	10	40 <sup>(1)</sup>	-	-
I n d i c e p h é n o l s	-	0,3	0,8	-	-

phénols					
Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX)	-	5	8 <sup>(2)</sup>	-	-
Total des 8 métaux suivants : Cr + Cu + Ni + Pb + Zn + As + Cd + Hg	-	10	40	-	-
Substances listées en annexe IV(a) de l'arrêté ministériel du 3/04/2000	-	0,05	0,2	-	-
Substances listées en annexe IV(b) de l'arrêté ministériel du 3/04/2000	-	1,5	6	-	-
Substances listées en annexe IV(c1) de l'arrêté ministériel du 3/04/2000	-	8	30	-	-

[...]

#### Constats :

L'exploitant a indiqué que, suite à cette inondation, le fonctionnement de la STEP n'a pas été impacté et que celle-ci a continué à tourner en circuit fermé le 31/03 et le 1er avril.



Il précise également qu'une fois les résidus surfaciques pompés, l'envoi de l'eau vers la STEP a été redémarré le 1er avril à 17h30 afin d'évacuer l'eau accumulée dans l'usine.

Au vu de ces éléments,

**L'exploitant doit informer l'inspection des installations classées si des analyses complémentaires au programme de surveillance, défini à l'article 3.1.7.1 de l'arrêté préfectoral du 17/05/2005 modifié, ont été réalisées afin de vérifier que les eaux rejetées par la STEP, après son fonctionnement en "circuit fermé", étaient conformes aux valeurs limites d'émission et le cas échéant transmettre les éléments justificatifs.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 60 jours

#### **N° 4 : Transmission du rapport d'accident/incident**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 04/04/2024, article 3.1.6.3

**Thème(s) :** Risques accidentels, Rapport d'accident/incident

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

**Constats :**

Dès connaissance du risque d'inondation de son établissement, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées, par téléphone puis par mail, les premiers éléments relatifs à cet épisode de crue (voir le paragraphe "contexte de l'inspection" du présent rapport).

En complément :

**L'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées un rapport d'incident décrivant notamment les circonstances et les causes de l'inondation, les impacts de celle-ci sur les installations, les personnes et l'environnement et les mesures envisagées pour éviter ou limiter les**

effets d'une inondation similaire.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 60 jours